

Sock, Raymond Claudius (République de Gambie)

[original : anglais]

Curriculum vitae

Nom de famille Sock
Prénom Raymond
Deuxième prénom Claudius
Sexe masculin
Date de naissance 5 juin 1946
Nationalité gambienne
Zone géographique Afrique
Situation de famille marié
Candidature présentée au titre de : la liste A
Langues : anglais écrit/parlé : excellent

Études

Mars- décembre 1980

Institution The Australian Legislative Drafting Institute, Canberra, Australie.
Qualification Certificat (avec mention) de rédaction de textes de loi

1975-1978

Institution The Inns of Court School of Law and the Honourable Society of the Middle Temple, Londres
Qualification Inns of Court School of Law and the Honourable Society of the Middle Temple Barrister atLaw (2:2)

1968-1970

Institution The Pennsylvania State University, PA USA
Qualification M.A. English Literature

1965-1968

Institution Lewis and Clarke College, Portland, Oregon, États-Unis
Qualification B.A. (*cum laude*) English

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2012 jusqu'à aujourd'hui

Employeur Système judiciaire gambien
Intitulé du poste président par intérim de la Cour suprême de Gambie

Autres informations Pendant cette courte période, j'ai occupé le poste de président par intérim de la Cour suprême, tout en dirigeant la faculté de droit de Gambie et en siégeant à la Commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge de la Cour pénale internationale.

2012-2017

Employeur Conseiller juridique/faculté de droit de la Gambie
Intitulé du poste directeur général

Autres informations En ma qualité de premier directeur général, j'ai supervisé l'élaboration du programme de formation à la profession d'avocat et donné des conférences portant notamment sur le droit de la preuve.

2012-2015

Employeur Cour pénale internationale (CPI), La Haye
Intitulé du poste membre de la Commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge

Autres informations J'ai eu l'honneur de siéger au sein de la commission alors que celle-ci venait d'être créée.

Février-septembre 2009

Employeur Ministère de la Justice
Intitulé du poste membre de la commission chargée de la révision du droit

Autres informations J'ai participé à la rédaction des lois révisées de la Gambie de 2009, un corpus composé de 18 volumes dont la version antérieure remontait à 1990

Mars-septembre 2005

Employeur Gouvernement gambien
Intitulé du poste procureur général et ministre de la Justice

Autres informations Principal conseiller juridique des ministres du gouvernement, responsable de l'administration des chambres et de la supervision des institutions connexes.

2000-2005

Employeur Ministère de la Justice
Intitulé du poste Solliciteur général (deuxième plus haut fonctionnaire au sein du ministère de la Justice) et secrétaire permanent (du même ministère)

Autres informations Responsable de la surveillance de tous les services des chambres du procureur général, y compris le Bureau du directeur du ministère public (DPP).

1995-2000

Employeur Cabinet d'avocats Sock et Bittaye
Intitulé du poste Associé principal

Autres informations Intervention en qualité d'avocat dans des affaires civiles et pénales, y compris la défense de personnes accusées de trahison.

1989-1995

Employeur Gouvernement gambien
Intitulé du poste directeur exécutif, Centre africain pour les études portant sur la démocratie et les droits de l'homme (ACDHRS)

Autres informations Premier directeur exécutif chargé de l'élaboration et de l'application des programmes essentiels du Centre, un institut régional organisant notamment divers ateliers dans le domaine des droits de l'homme.

1985-1989

Employeur Ministère de la Justice
Intitulé du poste solliciteur général et secrétaire permanent

Autres informations Supervision de tous les services des chambres du procureur général, y compris le Bureau du directeur du ministère public et gestion des poursuites dans des affaires civiles et pénales.

1984-1985

Employeur Ministère de la Justice
Intitulé du poste greffier principal et administrateur des successions *ab intestat*
Autres informations Enregistrement des testaments, tenue du registre du commerce et administration des successions *ab intestat*.

1983-1984

Employeur Ministère de la Justice
Intitulé du poste rédacteur juridique, service de la rédaction des lois
Autres informations Rédaction des lois présentées par les divers ministères, participation aux sessions du Parlement et fréquentation des tribunaux

1980-1981

Employeur Ministère de la Justice
Intitulé du poste Conseiller juridique, service de la rédaction des lois
Autres informations Rédaction des lois, fréquentation des tribunaux dans le cadre de procès au civil et au pénal.

AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

1986

Observateur à la première Conférence judiciaire du Commonwealth tenue à Banjul, Gambie

1988

Chef de la délégation gambienne chargée de négocier un premier accord de siège pour la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples avec le Secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba, Éthiopie.

24 avril-2 mai 1989

Participation à un cours de formation consacré à l'élaboration de stratégies et de mécanismes nationaux de protection et de promotion des droits de l'homme en Afrique dispensé à Banjul et parrainé par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme.

Juin 1989

Participation à un atelier pilote consacré à la formation aux droits de l'homme des administrateurs publics du Commonwealth parrainé par l'unité des droits de l'homme du Secrétariat du Commonwealth

3 juillet-4 août 1989

Programme de bourses en faveur des droits de l'homme des Nations Unies organisé au Centre des droits de l'homme, Bureau des Nations Unies à Genève, et à l'Institut international des droits de l'homme à Strasbourg, France.

8-12 juillet 1991

Observateur au séminaire des Nations Unies consacré aux normes internationales des droits de l'homme et à l'administration de la justice parrainé par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Le Caire, Égypte.

1990-1994

Observateur aux sessions ouvertes au public de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et participant/organisateur d'ateliers consacrés à l'implication des O.N.G. au travail de ladite commission.

29 novembre-2 décembre 1991

Conseiller technique du séminaire arabe africain consacré à la justice pénale et à la réforme pénitentiaire organisé à Tunis, Tunisie, au cours duquel j'ai présenté un exposé consacré aux conditions carcérales en Afrique.

Juin 1993

Participant à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, Vienne, Autriche, en qualité de directeur exécutif du Centre africain pour les études portant sur la démocratie et les droits de l'homme.

Novembre 1993

Participant au cinquième atelier de la Commission internationale de Juristes [CIJ]/Centre africain (ACDHRS) consacré à la participation des O.N.G. au travail de la Commission africaine au cours duquel j'ai présenté un exposé intitulé « Argumentaire en faveur de la création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ».

Janvier 1994

Participant à une réunion du groupe des experts africains chargés de rédiger le protocole d'établissement d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Bureau de la CIJ, Genève.

Novembre 1994

Participant à la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, Dakar, Sénégal.

Juin 1995

Conseiller technique d'un cours de formation consacré à la protection des droits de l'homme à l'intention des officiers des forces armées des pays africains organisé par le Centre africain pour les études portant sur la démocratie et les droits de l'homme, Banjul, Gambie.

Mai 1998

Membre d'une délégation internationale composée de quatre personnes envoyée au Libéria par la Commission internationale de Juristes (CIJ) dans le cadre d'une mission d'établissement des faits sur l'état de l'appareil judiciaire de ce pays au lendemain de la guerre civile.

1998-2005

Premier président exécutif du conseil d'administration de l'Institut pour les Droits humains et le Développement en Afrique (IDHDA), une organisation panafricaine de protection des droits de l'homme basée à Banjul, Gambie, une ville qui abrite déjà le siège de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. L'Institut œuvre au renforcement de la protection des droits de l'homme en Afrique, notamment en dispensant *pro bono* des conseils juridiques et des formations.

Janvier 2000

Participant au séminaire organisé conjointement par la CEDEAO et le CICR à Abidjan, Côte d'Ivoire, consacré à la Cour pénale internationale.

1 au 7 avril 2001

Chef de la délégation gambienne envoyée à Accra, Ghana, pour observer les activités déployées par la Commission nationale ghanéenne des enfants sous les auspices de l'UNICEF.

2 et 3 novembre 2007

Représentant du Centre africain pour les études portant sur la démocratie et les droits de l'homme au colloque intitulé « A strategic meeting on NGO's participation in the Human Rights Council ; 2006-2007 evaluation and planning for 2008 » organisé à Sao Paulo, Brésil, par Connectas Human Rights en partenariat avec le Service international pour les droits de l'homme (ISHR).

23 et 24 avril 2012

Participant à un colloque consacré à l'établissement d'une institution nationale de protection des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris organisé sous le parrainage du Secrétariat du Commonwealth à Banjul, Gambie. Une Commission nationale des droits de l'homme a finalement été établie en 2018.

SÉMINAIRES PARTICULIÈREMENT PERTINENTS

2018

Conseiller technique dans le cadre d'un atelier consacré aux droits des femmes en Afrique organisée par l'Institut pour les Droits humains et le Développement en Afrique (IDHDA) à l'intention des juges et des magistrats

20 au 22 mars 2018

Participant au cours de formation dispensé par l'Association des juges et magistrats du Commonwealth sur le thème « Gestion des affaires, éthique judiciaire et indépendance » et parrainé par le Gouvernement britannique, Banjul, Gambie.

16 au 18 février 2019

Participant à la Troisième réunion de haut niveau du Caire regroupant des présidents des Cours/Conseils constitutionnels et des Cours suprêmes d'Afrique.

APPARTENANCE À DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

Barreau de Gambie

Association des juges de Gambie

PRIX ET DISTINCTIONS

Officier de l'Ordre national de la République de Gambie